

DE BERNARD ACCOYER

Non au dépeçage de notre industrie nucléaire !

A lors que le gouvernement fait de la lutte contre le réchauffement climatique et de la réindustrialisation de la France un « combat », nous assistons paradoxalement au dépeçage de notre industrie nucléaire, qui fournit de l'électricité décarbonée pilotable. Une erreur stratégique aux conséquences irrémédiables, contre laquelle il nous faut faire preuve de pédagogie.

En mettant, parfois douloureusement, en lumière certaines des faiblesses structurelles de la France, la crise sanitaire nous a rappelé qu'en bien des domaines notre pays n'est plus souverain, ni pleinement maître de son destin. Un constat particulièrement criant en ce qui concerne notre tissu industriel, et que l'on aurait tort de croire circonscrit à notre activité pharmaceutique. Autrement dit, « il n'y aura pas de relance économique efficace sans relance ambitieuse de l'industrie », pour reprendre l'appel d'Alexandre Saubot, président de France Industries.

Il est donc pour le moins paradoxal de constater qu'alors que le plan de relance du gouvernement entend faire de la réindustrialisation un « combat », nous assistons dans le même temps au dépeçage d'une de nos fiertés nationales : notre industrie nucléaire. L'année 2020 aura ainsi vu l'arrêt des deux réacteurs de la centrale de Fessenheim ainsi que du programme de recherche sur la quatrième génération de réacteur. Une hémorragie qui n'est pas près de s'ar-

rêter, si l'on en croit les prévisions de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), selon lesquelles quatre nouveaux réacteurs cesseront de fonctionner d'ici à 2028, et huit autres avant 2035.

La déstructuration d'EDF, qui met en péril la maîtrise publique de l'électricité, en est un autre symptôme affligeant. Autant de décisions qui, tout en se pliant à une idéologie antinucléaire obsolète, affaiblissent dangereusement une filière pourtant stratégique et pavent la voie à de grandes déconvenues futures, tant sur le plan énergétique qu'environnemental et financier.

Ces décisions auront en effet des conséquences irrémédiables. Elles contribuent à dégrader le bilan carbone de la France, en réduisant drastiquement notre production pilotable d'électricité décarbonée - et ce alors que la France est exemplaire sur ce point. Elles portent un coût difficilement mesurable, tant financier qu'industriel et social, en menaçant directement nos emplois et la vitalité de nos territoires - sans parler du surcoût pour les consommateurs. Enfin, elles font peser des risques de délestages, voire de « black-out » électriques dont les conséquences pourraient être potentiellement catastrophiques.

Préserver notre industrie nucléaire nécessite donc de mener un véritable combat contre l'obscurantisme ambiant, dont les apôtres voudraient

nous faire croire en des scénarios aussi irréalistes que dangereux pour notre sécurité énergétique. Le futur de notre industrie passe par la consolidation du tissu industriel nucléaire en territoires ainsi que par l'émergence de nouveaux projets.

De tous bords politiques, les élus locaux sont d'ailleurs les premiers à faire valoir le rôle moteur du nucléaire dans la prospérité de leurs territoires et appellent de leurs vœux la construction de nouveaux EPR. Ainsi de ces 33 élus de la Drôme qui ont interpellé le président d'EDF, Jean-Bernard Lévy, lui rappelant que leur département « est plus que jamais candidat à l'installation d'un EPR ».

La France est attendue pour donner le la au niveau européen. La Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, la Finlande, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et bientôt les Pays-Bas, tous ont bien compris que toutes les énergies bas carbone sont indispensables pour lutter contre le réchauffement climatique. La France parviendra-t-elle à faire entendre raison à la Commission européenne ? ■

par Bernard Accoyer

Bernard Accoyer est ancien président LR de l'Assemblée nationale.